



La migration hautement qualifiée depuis et vers le Mali

Baba Traoré

CARIM Notes d'analyse et de synthèse 2010/35

Série sur la migration hautement qualifiée
Module démographique et économique



CARIM
Consortium pour la recherche appliquée sur les migrations internationales

Notes d'analyse et de synthèse – Série sur la migration hautement qualifiée
Module démographique et économique

CARIM-AS 2010/35

La migration hautement qualifiée depuis et vers le Mali

Baba Traoré

Chef de département, Institut du Sahel, département population et développement, Bamako

Cette publication fait partie d'une série de publications sur la migration hautement qualifiée préparées pour le CARIM et présentées lors d'une rencontre organisée à Florence : "La migration hautement qualifiée de, vers et à travers les pays de l'Est et du Sud de la Méditerranée et d'Afrique subsaharienne" (30 novembre – 1 décembre 2009).

Cette série sera ensuite discutée à l'occasion de deux rencontres entre décideurs politiques et experts au cours du printemps 2010, dont les conclusions seront également publiées.

L'ensemble des travaux sur la migration hautement qualifiée est disponible à l'adresse suivante : <http://www.carim.org/MigrationHautementQualifiée>.

© 2010, Institut universitaire européen
Robert Schuman Centre for Advanced Studies

Ce texte ne peut être téléchargé et imprimé, en un seul exemplaire, que pour un usage strictement personnel et non collectif.

Toute autre reproduction, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

Les demandes d'autorisation doivent être adressées à : carim@eui.eu

Dans les citations et références, ce texte doit être mentionné comme suit :

[Prénom et nom de(s) auteurs(s)], [*titre*], série : "CARIM AS", [n° de série],
Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI):
Institut universitaire européen, [année de publication].

Les opinions exprimées dans cette publication ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la position de l'Union européenne

Institut universitaire européen
Badia Fiesolana
I – 50014 San Domenico di Fiesole (FI)
Italie

<http://www.eui.eu/RSCAS/Publications/>
<http://www.carim.org/>
<http://cadmus.eui.eu/dspace/index.jsp>

CARIM

Le Consortium pour la Recherche Appliquée sur les Migrations Internationales (CARIM) a été créé à l'Institut universitaire européen (IUE, Florence) en février 2004. Il est co-financé par la Commission européenne, DG AidCo, actuellement au titre du Programme thématique de coopération avec les pays tiers en matière de migrations et d'asile.

Dans ce cadre, le CARIM a pour objectif, dans une perspective académique, l'observation, l'analyse et la prévision des migrations dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée et d'Afrique subsaharienne (signifiée par « la région » dans le texte ci-dessous).

Le CARIM est composé d'une cellule de coordination établie au Robert Schuman Centre for Advanced Studies (RSCAS) de l'Institut Universitaire Européen et d'un réseau de correspondants scientifiques établis dans les 17 pays d'observation : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Palestine, Sénégal, Soudan, Syrie, Tchad, Tunisie et Turquie. Tous sont étudiés aussi bien comme pays d'origine, de transit que d'immigration. Des experts externes provenant des pays de l'Union européenne et des pays de la région contribuent également à ses activités.

Le CARIM conduit les activités suivantes :

- Base de données sur les migrations méditerranéennes et subsahariennes ;
- Recherches et publications ;
- Réunions d'experts et rencontres entre experts et décideurs politiques ;
- Ecole d'été sur les migrations ;
- Information

Les activités du CARIM couvrent trois dimensions majeures des migrations internationales : économique et démographique, juridique et sociopolitique.

Les résultats des activités ci-dessus sont mis à la disposition du public par le site Web du projet: www.carim.org

Pour plus d'information

Consortium Euro-Méditerranéen pour la Recherche Appliquée sur les Migrations Internationales
Centre Robert Schuman
Institut universitaire européen (IUE)
Convento
Via delle Fontanelle 19
50014 San Domenico di Fiesole
Italie
Tél: +39 055 46 85 878
Fax: + 39 055 46 85 755
Email: carim@eui.eu

Robert Schuman Centre for Advanced Studies

<http://www.eui.eu/RSCAS/>

Résumé

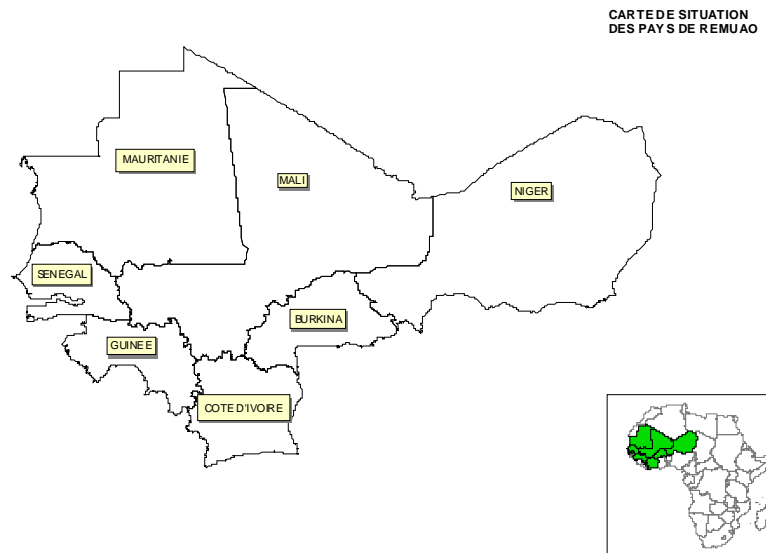
Au Mali la plupart des diplômés sans emploi sont issus des facultés de sciences économiques et juridiques, des lettres, des arts et des sciences humaines. Mais les employeurs domestiques recherchent avant tout des professionnels de la construction. L'émigration hautement qualifiée est donc principalement la conséquence de l'inadéquation entre la formation académique et l'emploi. Cependant les apports des émigrés à leur pays d'origine par le biais de transfert de fonds, de biens, de services et de compétences peuvent au moins partiellement compenser la perte occasionnée par leur départ du marché de l'emploi. Les contacts de la diaspora malienne avec le pays sont évalués à travers des actions individuelles réalisées au profit des personnes physiques et des ménages de parents restés dans le pays d'origine et à travers des actions collectives d'associations, de jumelage ou de programmes d'assistance dirigés. Les transferts de fonds et les réalisations communautaires et individuelles sont assez significatifs pour affirmer que les migrants maliens hautement qualifiés gardent des contacts fréquents et très utiles avec leur pays d'origine.

Abstract

In Mali, the most brilliant graduates on the job market are in extractive work or construction, whereas most unemployed graduates have a degree in Economics, Law, Arts or in the Humanities. Highly-skilled emigration seems then to be related to an imbalance between academic formation and employment. However, from Mali's perspective, the transfer of money, goods, services and competencies on the part of emigrants seem to make up for the loss of highly-skilled workers. Moreover, emigrants tend to maintain a strong link with their country of origin both at an individual level – e.g providing concrete aid to their relatives – and at the collective level – e.g by promoting associations, twinnings or assistance programs. Indeed, highly-skilled emigration represents an important resource for Mali.

Introduction

Le Mali compte en 2010 13,3 millions d'habitants. Chaque année, de nombreux Maliens victimes du chômage, émigrent en direction d'autres pays d'Afrique, d'Europe ou d'Amérique. Au même titre que le Burkina Faso, le Niger ou encore le Tchad, le Mali est un pays enclavé, sans accès direct à la mer. Ensemble, ces pays représentent 18,63 % de la population totale de l'Afrique de l'Ouest. Du fait de leur poids démographique et de leur situation économique, ils affichent un fort potentiel d'émigration. De 1960 à 1990, la migration transfrontalière entre le Mali et le Burkina Faso a concerné jusqu'à deux millions de personnes (MFCAC et al., 1996) de chaque côté de la frontière. En 1993, le Mali affichait un taux annuel d'émigration de 1,7% et un taux d'immigration de 0,8%. Si les estimations portant sur la période 1990-2020 sont encore imprécises, il n'y a toutefois aucun doute que l'émigration des personnes résidant dans les pays intérieurs sahéliens n'est pas prête de diminuer. Si près de trois Maliens sur quatre résident en milieu rural, on a pu observer ces dernières années une augmentation sensible de la population urbaine.



Le Mali est une ancienne colonie de l'Afrique Occidentale Française (AOF) qui partage ses frontières avec sept pays de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb. Pendant la période coloniale la mise en œuvre de grands travaux a provoqué d'importants mouvements de population : construction de chemin de fer, construction de barrages et colonisation de terres pour l'agriculture.

Au moment de l'indépendance en 1960, le pays opte pour un régime socialiste. De 1960 à 1968 ce régime socialiste procède à la collectivisation des terres et des biens et était opposé à l'émigration. A partir de 1968, un pouvoir de type militaire succède au régime socialiste. L'attitude plus libérale des élites et l'avènement de la deuxième République provoquent l'accélération des flux migratoires. Sur le plan domestique, les programmes d'ajustements structurels amplifient davantage ces mouvements de population. Les cycles de sécheresse (1972-1973 et 1983-1984) au Sahel ne font qu'aggraver l'exode rural. Sur le plan international, l'ouverture du Mali à l'Europe occidentale favorise le départ d'étudiants et de travailleurs à la recherche d'emplois plus rémunérateurs.

En 1991, l'avènement de la démocratie renforce les libertés individuelles et collectives. Les procédures de recrutement dans la fonction publique sont de plus en plus soumises aux programmes d'ajustement structurel entamés pendant la deuxième République. L'école continue cependant à former (sans se préoccuper de la demande d'emploi sur le marché du travail) des cohortes de

professionnels de plus en plus nombreuses du fait de la croissance démographique. Le chômage des jeunes diplômés s'installe et une nouvelle forme d'émigration voit le jour, celle de personnes titulaires d'un diplôme universitaire.

1. Evaluation de la migration hautement qualifiée

1.1 Migration en général

Le Mali est d'abord perçu comme un pays d'émigration : durant la période 2000-2004, le solde migratoire net était de (-) 27 000 par an et de (-) 40 000 pour la période 2005-2009. On enregistre donc chaque année plus de sorties que d'entrées. Le phénomène s'est accéléré au cours des cinq dernières années. Ces migrations sont essentiellement des migrations de travail et sont orientées vers les continents africain, européen, asiatique et américain.

Tableau 1. Répartition des Maliens de l'extérieur par grandes zones géographiques, 2005

Zones géographiques	Effectifs	%
Afrique	3 631 385	96,5
Europe	102 000	2,7
Amérique	1 705	0,0
Asie	26 550	0,7
Total	3 761 640	100

Source : Délégation Générale des Maliens de l'extérieur (2005)

Tableau 2 - Répartition des migrants Maliens de la zone Afrique par grandes régions, 2005

Régions africaines	Effectifs	%
Afrique de l'Ouest	2 963 210	81,6
Afrique centrale	522 919	14,4
Afrique australe	7 263	0,2
Afrique du Nord	137 993	3,8
Total	3 631 385	100

Source : Délégation Générale des Maliens de l'extérieur (2005)

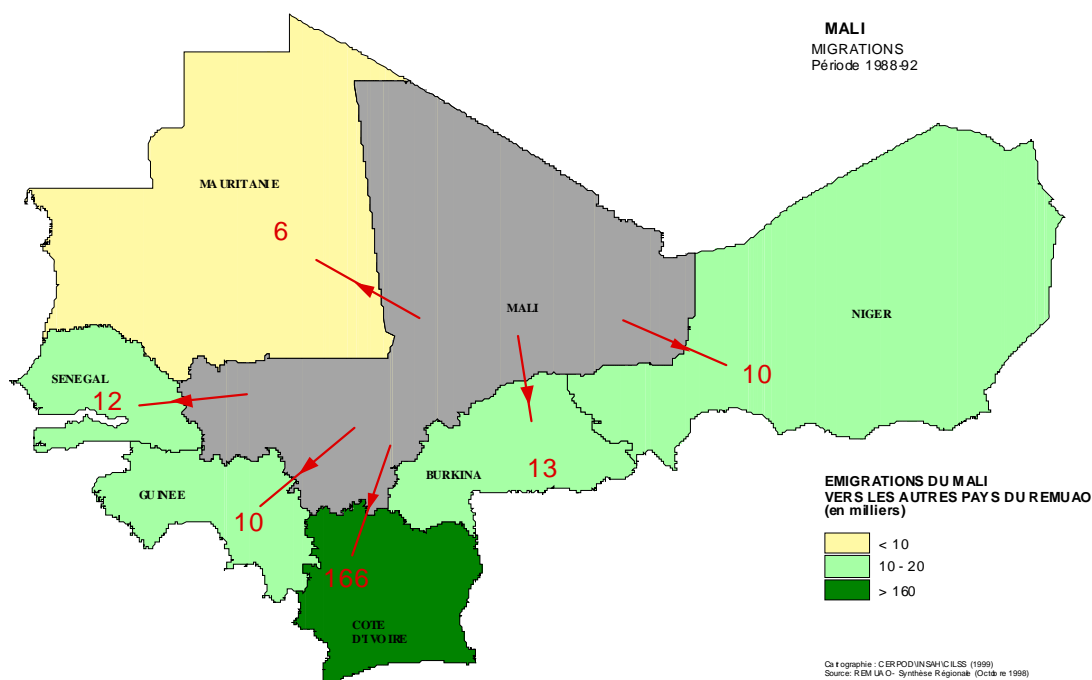


Tableau 3. Taux net d'émigration (pour 1,000), Mali, Variante moyenne, 2000-2009

Période	Taux net de migration en pour 1000
2000-2004	-2.4
2005-2009	-3.2

Source : Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, World Population Prospects: The 2008 Revision.

En appliquant ce taux (-3.2‰) à la population de 2009, on évalue à -42 560, le solde net de migration en 2009.

Tableau 4. Solde migratoire net (par an), Mali (en milliers), Variante moyenne, 2000-2009

Période	Solde migratoire net par an, ensemble des 2 sexes (en milliers)
2000-2004	-27
2005-2009	-40

Source : Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, World Population Prospects: The 2008 Revision.

La migration hautement qualifiée désigne la migration de personnes titulaires d'un diplôme universitaire. Ce dernier peut avoir été obtenu dans le pays d'origine, dans le pays d'accueil ou dans un pays tiers. Etant donné le taux de chômage important des jeunes diplômés au Mali, nombre d'entre eux émigrent chaque année. Leur nombre est similaire au nombre de Maliens étudiant à l'étranger.

1.2 Etudiants Maliens inscrits à l'étranger, candidats potentiels à l'émigration hautement qualifiée

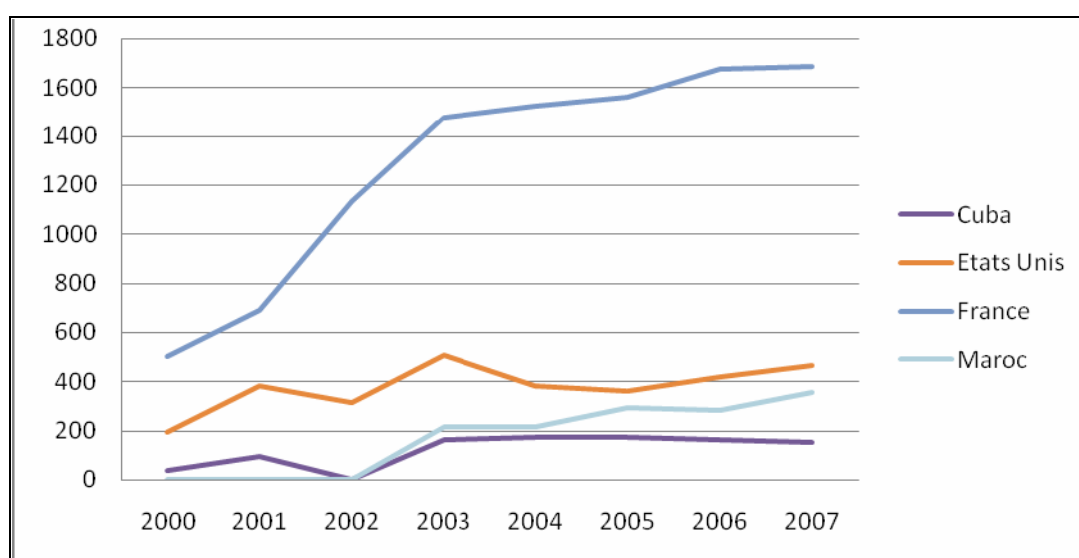
En moins d'une décennie la mobilité des étudiants maliens vers l'étranger a plus que triplé, passant de 905 étudiants en l'an 2000 à 3 075 en 2007 (tableau 5).

Tableau 5. Flux d'étudiants Maliens inscrits à l'étranger, 2000 2007

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2000-2007
Effectif	905	1 312	1 589	2 615	2 509	2 871	2 716	3 075	17 592

Source : UNESCO

Graphe 1. Flux d'étudiants Maliens inscrits à l'étranger par principale destination, 2000 - 2007



Source : UNESCO

Les principales destinations sont : la France avec 10.251 étudiants ; les Etats-Unis avec 3.008 et le Maroc avec 1.362 étudiants (comme effectifs cumulés de 2000 à 2007).

En 2002, on a assisté à une diminution importante du nombre de départs des étudiants vers l'étranger, à l'exception de ceux à destination de la France. L'envoi d'étudiants au Maroc n'a commencé qu'en 2003. Selon l'UNESCO, le taux de mobilité vers l'étranger était de 6,9% en 2007 et le taux brut de scolarisation au supérieur à l'étranger de 0,3%. Il est probable que le phénomène s'amplifie dans les prochaines années. Les étudiants formés à l'étranger s'ajoutent aux migrants hautement qualifiés dans les pays d'accueil.

Tableau 6. Flux d'étudiants Maliens inscrits à l'étranger par destination, 2000 – 2007

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Total 2000-07
Allemagne	88	73	79	76	74	73	0	0	463
Arabie Saoudite	0	0	0	95	79	98	84	0	356
Australie	0	0	0	1	1	2	0	0	4
Autriche	3	3	2	2	1	0	1	0	12
Azerbaïdjan	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Belgique	29	33	20	25	0	2	2	0	111
Bulgarie	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Cameroun	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Canada	0	0	0	0	0	204	0	132	336
Cuba	34	96	0	163	171	172	164	153	953
Espagne	0	1	2	3	1	0	0	0	7
Etats Unis	191	380	311	507	378	360	416	465	3 008
France	503	692	1 134	1 476	1 523	1 559	1 678	1 686	10 251
Ghana	0	0	0	0	0	0	0	7	7
Grèce	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Hongrie	0	0	0	0	0	1	1	0	2
Inde	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Italie	6	3	3	7	5	8	14	0	46
Japon	4	2	4	4	6	4	4	0	28
Jordanie	0	0	0	3	3	3	5	0	14
Luxembourg	0	0	0	0	0	0	1	0	1
Malaisie	13	0	10	3	5	27	0	0	58
Maroc	0	0	0	215	214	295	281	357	1 362
Mauritanie	0	0	0	6	0	0	0	0	6
Moldavie	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Niger	7	0	0	0	0	0	0	0	7
Norvège	1	1	1	4	4	8	9	0	28
Oman	0	0	0	0	0	0	4	3	7
Pologne	3	2	1	1	2	3	3	0	15
Portugal	1	0	1	1	1	0	0	0	4
Iran	0	0	0	1	2	3	3	0	9
Rep. Tchèque	0	1	2	0	1	6	8	0	18
Roumanie	2	7	2	1	1	0	1	0	14
Royaume Uni	12	9	11	13	22	19	21	0	107
Suisse	8	7	5	7	14	20	15	0	76
Thaïlande	0	1	1	0	0	0	0	0	2
Total	905	1 312	1 589	2 615	2 509	2 871	2 716	2 803	17 320

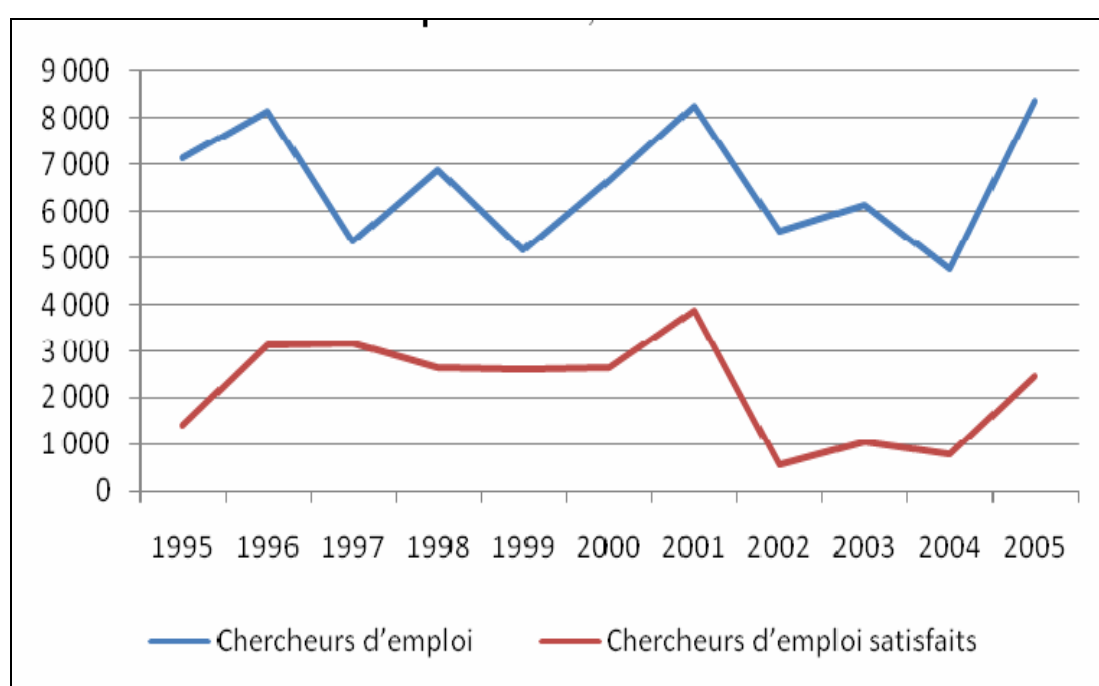
Source : UNESCO

2. Production excessive de main d'œuvre qualifiée

La population malienne est particulièrement jeune. Près de 100 000 jeunes, dont 3 000 diplômés, arrivent chaque année sur le marché du travail. La crise de l'emploi est réelle en dépit des immenses efforts accomplis par le gouvernement ces dernières années. Le chômage, le sous-emploi, l'expansion du marché du travail informel, l'insuffisante productivité et la faible rémunération du travail en constituent les principaux symptômes (Keïta, 2009).

Le nombre de chercheurs d'emploi satisfaits a quelque peu progressé entre 1995 et 2001 pendant qu'il a marqué une chute importante en 2002 pour marquer ensuite une reprise timide jusqu'en 2005. Ceci voulant dire que le nombre de chercheurs d'emploi non satisfaits (chômeurs) s'est amplifié de 2002 à 2005 comparativement à la période 1995-2001.

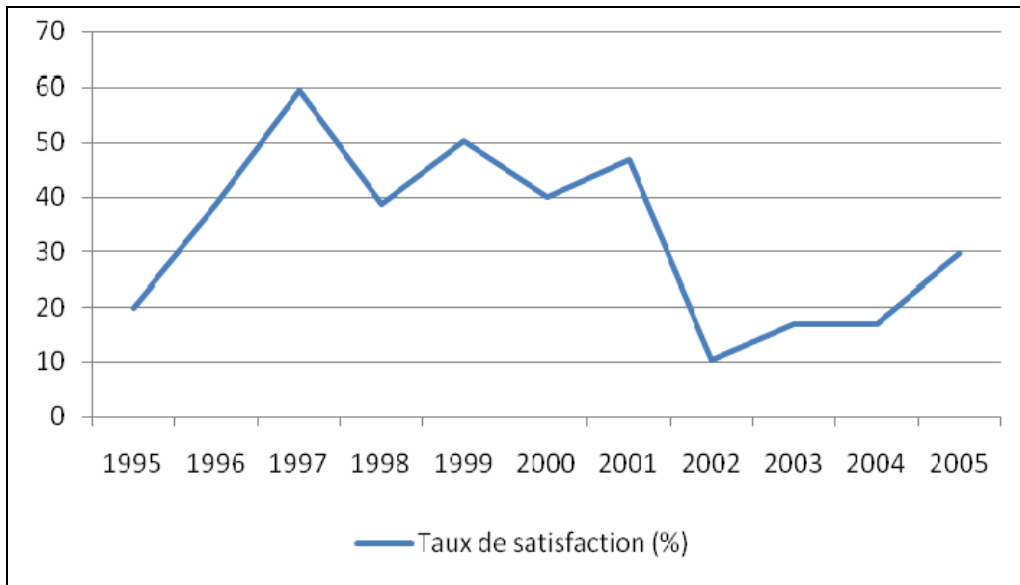
Graphe 2. Evolution du nombre de chercheurs d'emploi au Mali, 1995 - 2005



Source : Annuaire Statistique du Marché du Travail 2005 - OEF

La satisfaction des chercheurs d'emploi est passée de près de 20% en 1995 à la fourchette de 60-40% entre 1997 et 2001. En 2002, les chercheurs d'emploi n'étaient plus satisfaits qu'à environ 10%. Dès lors une tendance régulière à amplitude faible s'est amorcée pour atteindre le niveau de 30% en 2005. Le chômage persistant qui est une résultante de la production excessive de main d'œuvre, est un facteur aggravant de l'émigration en général et de l'émigration hautement qualifiée en particulier. En 2005 sur 8 364 chercheurs d'emplois, 2199 avaient un diplôme supérieur ou égal à la maîtrise. Les chercheurs d'emplois de niveau maîtrise ou plus satisfaits sont évalués à 272. Les chercheurs d'emplois non satisfaits de niveau maîtrise ou plus sont à cet effet évalués à 1927 individus. Ce sont les candidats potentiels à l'émigration qualifiée, formés au Mali.

Graphe 3. Taux de satisfaction des chercheurs d'emploi au Mali, 1995 - 2005



Source : Annuaire Statistique du Marché du Travail 2005 - OEF

Autrement dit, la proportion des chercheurs d'emploi non satisfaits est passée de 80% en 1995 à 70% en 2005. En 2005, les chercheurs d'emploi ont été enregistrés surtout dans le domaine de la gestion administrative et financière (24,0%), dans le domaine du bâtiment et travaux publics (23,5%) et dans le domaine des transports et logistique (14,8%). Pendant que les recrutements ont été principalement opérés au profit des activités extractives (21,1%), des activités de construction (20,9%) et des activités de santé et action sociale (9,3%). Ceci dénote qu'il y a très peu d'adéquation entre la formation de main d'œuvre et l'emploi.

Si un peu plus d'un chercheur d'emploi sur 4 dispose d'un niveau d'instruction supérieur (26%), seules 16,6% des recrutements s'adressent à des diplômés universitaires. Les titulaires d'un diplôme supérieur sont relativement plus nombreux parmi les chercheurs d'emploi, donc relativement plus enclins à l'émigration.

3. Choix du cursus universitaire

Au Mali la plupart des diplômés sans emploi sont issus des facultés de sciences économiques et juridiques, des lettres, des arts et des sciences humaines. Mais les employeurs domestiques recherchent avant tout des professionnels de la construction. On peut en déduire que l'émigration hautement qualifiée est davantage une conséquence de l'inadéquation entre la formation académique et l'emploi, que la résultante du choix d'un cursus universitaire offrant plus d'opportunités à l'étranger. Dans les années 1980 par exemple, les enseignants du secondaire et du supérieur formés au Mali avaient plus de chance de trouver un emploi en Côte d'Ivoire et au Gabon.

Ces dernières années, on a pu observer une nouvelle tendance : l'école nationale de médecine, l'école nationale des ingénieurs et l'Institut Polytechnique Rurale de Katibou ont attiré un nombre croissant d'étudiants étrangers, notamment en raison du coût relativement faible de la formation et des critères plus souples de sélection. Les étrangers accueillis dans ces écoles, après avoir acquis un certain niveau de qualification, offrent souvent des prestations de services à des structures d'enseignement privé du Mali, parallèlement à leur formation académique. Ces immigrants qualifiés sont pour la plupart originaires de l'Afrique centrale.

4. Migration qualifiée, une perte ou un gain pour le marché du travail du pays d'origine ?

Dans le contexte malien, la migration apparaît comme une stratégie d'amélioration des conditions de vie plutôt efficace. Concernant la migration hautement qualifiée, l'impact sur l'économie malienne n'est pas uniforme. Si la compétence acquise dans le pays d'origine reste un besoin prioritaire pour le développement du pays au moment de l'émigration, alors l'impact sera négatif. Cependant les apports des émigrés à leur pays d'origine par le biais de transfert de fonds, de biens, de services et de compétences peuvent au moins partiellement compenser la perte occasionnée par leur départ du marché de l'emploi.

De nombreux Maliens de l'extérieur contribuent au financement de la construction d'écoles, de medersas, de centres de santé, de châteaux d'eau et de mosquées.

Selon une étude réalisée par la Banque Africaine de Développement (Keita, 2009) à la demande du Comité Interministériel de la coopération internationale et du développement de la France portant sur les transferts de fonds des migrants, le montant annuel des transferts de fonds des Maliens de l'extérieur en direction de leur pays s'élèverait à près de 300 milliards de francs CFA (soit 458 millions d'euros) en 2005. Cette somme représente 79% de l'aide publique au développement et 12% du PIB. Les migrants maliens résidents en France fourniraient à eux seuls 120 milliards de Francs CFA (soit 183 millions d'euros).

Etant donné le manque de données fiables il est difficile de déterminer la part de contribution des migrants hautement qualifiés dans les transferts de fonds.

Par le biais de l'émigration, de nombreux pays en voie de développement comme le Mali ont perdu un nombre important de leurs cadres expérimentés, dont certains sont de très haut niveau. La principale raison est très probablement la recherche de conditions de vie meilleures. Le programme « Transfert de connaissance et de technologie par les expatriés nationaux » TOKTEN est une des initiatives du PNUD visant à pallier les effets négatifs de la migration hautement qualifiée.

Au Mali le programme TOKTEN s'est traduit par le retour temporaire de la diaspora scientifique et technique. Le programme a privilégié dans sa phase initiale (1998-2008) le secteur de l'enseignement supérieur avec pour objectifs de contribuer à :

- Pallier le manque de personnel enseignant qualifié ;
- Améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation à l'université, dans les grandes écoles et instituts, les centres et instituts de recherche ;
- Ouvrir l'université sur le monde extérieur.

Les différentes revues et évaluations (dont les plus récentes datent d'avril 2007 et avril 2008) soulignent l'importance d'un soutien plus accru et ambitieux et d'un élargissement du champ d'activités du programme TOKTEN.

5. Migration qualifiée et insertion dans les pays d'accueil

Les questions d'insertion des migrants maliens à l'extérieur doivent être abordées en termes d'accès aux droits sociaux, à l'emploi, à la formation professionnelle et au logement, ainsi qu'en termes de lutte contre toute forme d'exclusion.

En France, les questions d'insertion de migrants peuvent être appréhendées à travers les activités de l'Association Service Social Familial Migrants (ASSFAM)¹.

¹ Voir www.assfam.org

La mise en place des droits sociaux est fondamentale : ouverture des droits aux prestations familiales, à l'allocation logement, à l'assurance maladie, à la majoration du revenu minimum d'insertion (RMI) pour les conjoints, etc. Le service social intervient fréquemment pour débloquer ou accélérer les dossiers.

Autre difficulté majeure : l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle, souvent associé à la reconnaissance des diplômes et à l'expérience. Les codes culturels régissant l'accès au marché de l'emploi ne sont pas simples à acquérir, comme en témoignent bon nombre de primo-arrivants en France. Décrocher une formation professionnelle est tout autant problématique: les cursus intègrent trop rarement ces nouveaux venus sur le territoire. Ceux-ci s'adressent également au service social de l'ASSFAM pour tenter de résoudre des problèmes de logement, de titres de séjour et sollicitent, dans une moindre mesure, une aide psychosociale.

L'intégration passe également par la lutte contre toute forme d'exclusion. Pour réaliser un certain nombre d'actions contribuant à mieux insérer les personnes, l'ASSFAM s'implique dans les réseaux d'acteurs spécialisés et généralistes au sein des différents dispositifs : Plan Local d'Insertion par l'Economie (PLIE), Plan Départemental d'Insertion (PDI), Plan Départemental d'Accès au Logement pour les Personnes Défavorisées (PDALPD), Plan Départemental d'Accès à la Prévention et aux Soins (PDAPS).

6. Migration qualifiée et contacts avec le pays d'origine

Les contacts avec le pays d'origine des migrants hautement qualifiés peuvent être évalués à la lueur des actions individuelles réalisées au profit des personnes restées sur place et des actions collectives d'associations en direction du Mali. La fréquence des transferts de fonds et les nombreuses réalisations communautaires et individuelles semblent indiquer que dans la plupart des cas les migrants maliens gardent des contacts fréquents et très utiles avec leur pays d'origine.

Le Programme TOKTEN² a suscité dans sa phase initiale un formidable élan de patriotisme et de solidarité des nationaux expatriés envers l'Université de Bamako. Ainsi, à ce jour, 283 candidats potentiels et 444 missions d'enseignement et de recherche ont déjà été effectuées par quelque 150 Maliens de l'extérieur. Ces missions ont permis de répondre à des besoins pressants, au niveau des structures universitaires dans des domaines aussi variés que les cours magistraux, les conférences scientifiques, l'encadrement de thèses de doctorat, DEA et DESS, l'organisation d'ateliers de réflexion (regroupant formateurs et utilisateurs) sur les filières de formation scientifiques, techniques et professionnalisées, la formation continue du personnel enseignant, l'appui technique et administratif etc. Ce programme s'est révélé extrêmement utile pour la jeune Université de Bamako et a permis de mettre en œuvre les initiatives suivantes :

- création d'un répertoire de 283 candidats potentiels pour les activités d'enseignement et de recherche ;
- création de 11 Antennes de Relais TOKTEN à travers le monde (Afrique, Amérique, Asie, Europe) pour assurer et faciliter le contact avec les Maliens résidant à l'étranger, contribuer à la diffusion de l'esprit du TOKTEN, mais aussi pour améliorer le système d'identification et de sélection des compétences susceptibles de participer aux activités du TOKTEN ;
- signature de 12 accords de coopération interuniversitaires sur un total de 16 accords initiés ;
- élaboration d'un programme d'Enseignement de Maîtrise en Informatique Appliquée à la Gestion (MIAGE) à l'IUG ;

² Voir sur la page web TOKTEN « Renseignements tirés du programme TOKTEN phase initiale »

- formation doctorale d'Assistants en Mathématiques et mise en place et encadrement de programmes de DEA en Mathématiques, Biologie (enzymologie, parasitologie, produits naturels), Chimie et Physique à la FAST etc. ;
- financement de 19 DEA et 8 thèses en mathématiques et 1 en physique à la FAST. Le programme pourrait être étendu à d'autres spécialités soit exclusivement à la FAST, soit en alternance entre la FAST et les universités d'origine des "missionnaires TOKTEN" ;
- Financement de 3 thèses en droit à la FSJP où le TOKTEN a permis le fonctionnement pendant 3 ans d'un DEA de droit public, et d'un DEA de droit privé. Six participants sont devenus des enseignants chargés de travaux dirigés. Enfin, cinq personnes sont aujourd'hui inscrites en thèse, et sont encore supervisées par un missionnaire du TOKTEN ;.
- formation (DESS) en Géographie Urbaine, en Gestion des Pratiques Environnementales et formation (DEA) en Sciences de l'Education à l'ISFRA ;
- établissement d'un programme d'échanges et de transferts de compétences entre les consultants expatriés et leurs homologues "locaux" ;
- la réception de nombreux dons en matériel informatique et en documentation, en provenance des nationaux expatriés ;
- mise en place de liens avec d'autres secteurs d'activités hors de l'Université : Hôpitaux, Centres de Santé de Référence, Centres de recherche et administrations publiques (Ministère de la Jeunesse et des Sports) etc. ;
- tous les deux ans, les scientifiques de la diaspora malienne réunis au sein de Maliwatch (un forum d'échanges scientifiques regroupant des Maliens de l'Extérieur) organisent des rencontres scientifiques au Mali autour de conférences thématiques couvrant une large gamme de disciplines et d'intérêts vitaux pour le renforcement de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur au Mali et en Afrique. Cette manifestation biannuelle permet de faire le point des progrès réalisés par les institutions de recherche africaines et par la diaspora. Elle permet également à la diaspora de rencontrer une nouvelle génération de scientifiques maliens et d'initier des partenariats prometteurs avec des collègues venus de tout le Continent et d'ailleurs ;
- enfin, au moins 14 consultants sont rentrés et se sont installés à leur compte ou travaillent pour le compte de sociétés privées ou ONG.

Conclusion

Le Mali est un pays d'émigration par excellence. Le solde migratoire net moyen y est passé de (-) 27 000 par an entre 2000 et 2004 à (-) 40 000 entre 2005 et 2009.

La satisfaction des chercheurs d'emploi au Mali est passée de près de 20% en 1995 à 30% en 2005. Le chômage persistant qui est une résultante de la production excessive de main d'œuvre, est un facteur favorisant l'émigration en général et l'émigration hautement qualifiée en particulier. En 2005, les chercheurs d'emploi ont été enregistrés surtout dans le domaine de la gestion administrative et financière (24,0%), dans le domaine du bâtiment et travaux publics (23,5%) et dans le domaine des transports et logistique (14,8%). Pendant que les recrutements ont été principalement opérés au profit des activités extractives (21,1%), des activités de construction (20,9%) et des activités de santé et action sociale (9,3%). L'effectif des candidats potentiels à l'émigration qualifiée formés au Mali est évalué à 1927 individus en 2005

En moins d'une décennie, le nombre d'étudiants maliens à l'étranger a plus que triplé, passant de 905 en 2000 à 3 075 en 2007. Les effectifs cumulés d'étudiants maliens inscrits à l'étranger entre 2000 et 2007 selon les principales destinations sont : la France avec 10 251 étudiants, les Etats-Unis avec 3 008 étudiants et le Maroc avec 1 362 étudiants.

Au Mali la plupart des diplômés sans emploi sont issus des facultés de sciences économiques et juridiques, des lettres, des arts et des sciences humaines. Mais les employeurs domestiques recherchent avant tout des professionnels de la construction. On peut en déduire que l'émigration hautement qualifiée est davantage une conséquence de l'inadéquation entre la formation académique et l'emploi, que la résultante du choix d'un cursus universitaire offrant plus d'opportunités à l'étranger. Dans les années 1980 par exemple, les enseignants du secondaire et du supérieur formés au Mali avaient plus de chance de trouver un emploi en Côte d'Ivoire et au Gabon.

Dans le contexte malien, la migration apparaît comme une stratégie d'amélioration des conditions de vie plutôt efficace. Concernant la migration hautement qualifiée, l'impact sur l'économie malienne n'est pas uniforme. Si la compétence acquise dans le pays d'origine reste un besoin prioritaire pour le développement du pays au moment de l'émigration, alors l'impact sera négatif. Cependant les apports des émigrés à leur pays d'origine par le biais de transfert de fonds, de biens, de services et de compétences peuvent au moins partiellement compenser la perte occasionnée par leur départ du marché de l'emploi.

Les questions d'insertion des migrants maliens à l'extérieur doivent être abordées en termes d'accès aux droits sociaux, à l'emploi, à la formation professionnelle et au logement, ainsi qu'en termes de lutte contre toute forme d'exclusion.

Les contacts avec le pays d'origine des migrants hautement qualifiés peuvent être évalués à la lueur des actions individuelles réalisées au profit des personnes restées sur place, et des actions collectives d'associations en direction du Mali. Les transferts de fonds et les réalisations communautaires et individuelles sont suffisamment nombreux et conséquents pour affirmer que dans la plupart des cas les migrants maliens gardent des contacts fréquents et très utiles avec leur pays d'origine.

Bibliographie

CILSS-INSAH-CERPOD. 1993. Réseau d'enquêtes sur les migrations et l'urbanisation en Afrique de l'Ouest, 1992-1993.

Institut de Statistique de l'UNESCO – ISU. 2009. Recueil de données mondiales sur l'éducation 2009. Statistiques comparées sur l'éducation dans le monde.

Keïta S. 2009. La contribution des Maliens de l'extérieur au développement de leur pays, rapport présenté à la conférence « AD-HOC Expert Meeting - Contribution of Migrants to Development: Trade, Investment and Development Linkages », organisée par UNCTAD, Geneva, 29 July 2009.

MFCACM/Club du Sahel et CEPAG. 1996. Le Mali dans le XXIème siècle, Actes du séminaire « Perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest et au Mali : Conséquences pour la coopération »

OEF (2005), Annuaire Statistique du Marché du Travail 2005.

Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, World Population Prospects: The 2008 Revision, <http://esa.un.org/unpp>.

TOKTEN - page web, « Renseignements tirés du programme TOKTEN phase initiale ».

Annexes

Annexe No 1 : Evolution de l'offre d'emploi, 1995 à 2005

Année	Chercheurs d'emploi enregistrés		Chercheurs d'emploi satisfaits			Chercheurs d'emploi non satisfaits, Candidats à l'émigration		
	Effectif	Taux d'accroissement annuel (%)	Effectif	Taux d'accroissement annuel (%)	Taux de satisfaction (%)	Effectif	Taux d'accroissement annuel (%)	Taux de non satisfaction (%)
1995	7 133		1 411		19,8	5 722		80,2
1996	8 142	14,2	3 143	122,8	38,6	4 999	-12,6	61,4
1997	5 354	-34,2	3 182	1,2	59,4	2 172	-56,6	40,6
1998	6 896	28,8	2 660	-16,4	38,6	4 236	95,0	61,4
1999	5 187	-24,8	2 599	-2,3	50,1	2 588	-38,9	49,9
2000	6 654	28,3	2 660	2,4	40,0	3 994	54,3	60,0
2001	8 264	24,2	3 871	45,5	46,8	4 393	10,0	53,2
2002	5 571	-32,6	571	-85,3	10,3	5 000	13,8	89,8
2003	6 143	10,3	1 037	81,6	16,9	5 106	2,1	83,1
2004	4 761	-22,5	807	-22,2	17,0	3 954	-22,6	83,1
2005	8 364	75,7	2 475	206,7	29,6	5 889	48,9	70,4

Source : Annuaire Statistique du Marché du Travail 2005 - OEF

Annexe No 2. Chercheurs d'emploi satisfaits par diplôme exigé et la région en 2005

Diplômes	Bamako		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%
Aucun	46	3,0	71	2,9
CEP	323	21,0	340	13,7
DEF	8	0,5	78	3,2
BAC	0	0,0	3	0,1
CAP/DEF+2	47	3,1	116	4,7
BT/DEF+4	424	27,5	533	21,5
DUTS/BTS/DUT	69	4,5	91	3,7
DEUG/BAC+1/BAC+2	20	1,3	47	1,9
Licence	1	0,1	2	0,1
Maîtrise	220	14,3	251	10,1
DEA/Master's/BAC+5	10	0,6	18	0,7
Docteurat/Ph D.	3	0,2	3	0,1
ND	369	24,0	922	37,3
TOTAL	1 540	100,0	2 475	100,0

Source : Annuaire Statistique du Marché du Travail 2005 – OEF

Annexe No 3. Chercheurs d'emploi satisfaits selon l'activité principale et la nature d'emploi, 2005

Activité principale	Emploi nouveau		Emploi de remplacement		Non disponible		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Agriculture , chasse et sylviculture	2	0,1	0	0,0	45	31,7	47	1,9
Activités extractives	486	23,1	17	7,3	19	13,4	522	21,1
Activités de fabrication	100	4,8	4	1,7	19	13,4	123	5,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	96	4,6	0	0,0	0	0,0	96	3,9
Construction	498	23,7	18	7,8	1	0,7	517	20,9
Commerce , réparation de véhicules automobiles	60	2,9	5	2,2	0	0,0	65	2,6
Hôtels et restaurants	109	5,2	0	0,0	0	0,0	109	4,4
Transports, activités des auxiliaires de transport et commun	5	0,2	2	0,9	1	0,7	8	0,3
Activités financières	42	2,0	2	0,9	4	2,8	48	1,9
Immobilier, location et services aux entreprises	37	1,8	5	2,2	9	6,3	51	2,1
Activités d'administration publique	50	2,4	74	31,9	30	21,1	154	6,2
Education	23	1,1	26	11,2	1	0,7	50	2,0
Santé et action sociale	221	10,5	8	3,4	1	0,7	230	9,3
Activités à caractère collectif ou personnel	128	6,1	16	6,9	8	5,6	152	6,1
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	33	1,6	42	18,1	0	0,0	75	3,0
Activités des organisations extraterritoriales	86	4,1	4	1,7	0	0,0	90	3,6
Non disponible	125	5,9	9	3,9	4	2,8	138	5,6
Total	2 101	100,0	232	100,0	142	100,0	2 475	100,0

Source : Annuaire Statistique du Marché du Travail 2005 - OEF

Annexe No 4. Chercheurs d'emploi selon le métier et le sexe, 2005

Métier	Masculin		Féminin		Non disponible		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Agriculture ,Hydrologie , Pêche et Sylviculture	234	3,3	17	1,4	1	1,1	252	3,0
Bâtiment et Travaux Publics (BTP)	1889	26,7	78	6,4	0	0,0	1967	23,5
Production industrielle	229	3,2	97	8,0	0	0,0	326	3,9
Maintenance et Réparation	770	10,9	15	1,2	0	0,0	785	9,4
Transport et Logistique	1209	17,1	25	2,1	0	0,0	1234	14,8
Gestion Administrative et Financière	1384	19,6	624	51,5	2	2,3	2010	24,0
Métiers juridiques	219	3,1	52	4,3	0	0,0	271	3,2
Commerce	152	2,2	60	5,0	0	0,0	212	2,5
Création artisanale	83	1,2	6	0,5	0	0,0	89	1,1
Bouche , Hôtellerie et Restauration	100	1,4	38	3,1	0	0,0	138	1,6
Education et Enseignement	207	2,9	46	3,8	0	0,0	253	3,0
Culture et Communication	125	1,8	33	2,7	0	0,0	158	1,9
Santé	46	0,7	39	3,2	0	0,0	85	1,0
Services aux ménages et aux personnes	387	5,5	77	6,4	0	0,0	464	5,5
Non disponible	30	0,4	5	0,4	85	96,6	120	1,4
Total	7064	100,0	1212	100,0	88	100,0	8364	100,0

Source : Annuaire Statistique du Marché du Travail 2005 - OEF

Annexe No 5. Chercheurs d'emploi selon la catégorie socio professionnelle et la région, 2005

Catégorie socio professionnelle	Bamako		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%
Direction	410	9,1	507	6,1
Cadre supérieur	1 240	27,6	1 436	17,2
Cadre moyen AM	1 691	37,7	2 106	25,2
Employé qualifié	368	8,2	630	7,5
Ouvrier qualifié	30	0,7	1 464	17,5
Employé spécialisé	472	10,5	818	9,8
Ouvrier spécialisé	9	0,2	696	8,3
Manœuvre	1	0,0	424	5,1
Non disponible	265	5,9	282	3,4
TOTAL	4 486	100,0	8 363	100,0

Source : Annuaire Statistique du Marché du Travail 2005 – OEF

Annexe No 6. Chercheurs d'emploi selon le niveau d'instruction et la région, 2005

Niveau d'instruction	Bamako		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%
Sans niveau	186	4,1	1447	17,3
Alphabétisé	7	0,2	119	1,4
Fondamental	431	9,6	1971	23,6
Secondaire général	130	2,9	403	4,8
Secondaire Technique et professionnel	1612	35,9	2088	25,0
Supérieur	1999	44,6	2199	26,3
Non disponible	122	2,7	137	1,6
Total	4487	100,0	8364	100,0

Source : Annuaire Statistique du Marché du Travail 2005 - OEF

**Annexe No 6. Chercheurs d'emploi selon la situation par rapport à l'emploi,
le sexe et l'âge, 2005**

Sexe	Ages		15-19	20-24	25-29	30-39	40-49	50 et	Non	Total
			ans	ans	ans	ans	ans	+		
Masculin	Occupé	Effectif	11	121	257	337	191	75	5	997
		%	1,1	12,1	25,8	33,8	19,2	7,5	0,5	100,0
	Chômage	Effectif	122	1261	2175	1712	576	169	52	6067
		%	2,0	20,8	35,8	28,2	9,5	2,8	0,9	100,0
Féminin	Occupé	Effectif	0	22	49	20	11	0	1	103
		%	0,0	21,4	47,6	19,4	10,7	0,0	1,0	100,0
	Chômage	Effectif	9	287	496	250	46	3	8	1099
		%	0,8	26,1	45,1	22,7	4,2	0,3	0,7	100,0
Non disponible	Occupé	Effectif	0	0	0	0	0	0	0	0
		%	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Chômage	Effectif	0,0	0	1	0	0	11	87	99
		%	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	11,1	87,9	100,0
Total	Occupé	Effectif	11	143	306	357	202	75	6	1100
		%	1,0	13,0	27,8	32,5	18,4	6,8	0,5	100,0
	Chômage	Effectif	131	1 548	2 672	1 962	622	183	147	7 265
		%	1,8	21,3	36,8	27,0	8,6	2,5	2,0	100,0

Source : Annuaire Statistique du Marché du Travail 2005 - OEF